

Sommaire

1. INTRODUCTION	3
2. LES PRINCIPES APPLICABLES AUX DONNÉES PERSONNELLES	3
2.1 Une utilisation légitime et proportionnée de vos données	3
2.2 Une collecte loyale et transparente	3
2.3 Pertinence adéquation et minimisation des données collectées	3
2.4 Une protection des données personnelles dès la conception et par défaut	3
3. LE TRAITEMENT DE VOS DONNÉES	4
3.1 Bases légales et finalités des traitements	4
3.2 Données que nous traitons	5
3.3 Personnes concernées	5
3.4 Destinataires des données	5
3.5 Durées de conservation des données	5
3.6 Sécurité de vos données	7
3.7 Transfert de données en dehors de l'Union européenne	7
4. VOS DROITS ET LEURS MODALITÉS D'EXERCICE	8
4.1 Le contenu de vos droits	8
4.2 Le droit d'opposition	8
4.3 L'exercice de vos droits	8
4.4 Le retrait du consentement	8
4.5 L'introduction d'une réclamation	8

1. Introduction

1. Les informations suivantes vous sont communiquées afin que vous puissiez prendre connaissance des engagements en matière de protection des données à caractère personnel de la Fondation pour le Logement des Défavorisés (ci-après désignée « Fondation ») – 3/5 Rue de Romainville – 75019 Paris, qui agit en tant que responsable du traitement pour les traitements de données à caractère personnel évoqués dans le présent document.
2. La Fondation s'est engagée dans une politique de respect et de maintien de normes élevées en matière de déontologie, et notamment de protection des données à caractère personnel.
3. Sur le site <https://www.fondationpourlelogement.fr> la Fondation met en œuvre des traitements de données à caractère personnel en tant que responsable du traitement. L'identité et les coordonnées de la Fondation sont précisées à la rubrique « Notice légale » dudit site internet.
4. La présente politique de protection des données personnelles a pour objectif de vous informer sur la manière dont ces données sont traitées par la Fondation, et sur l'étendue de vos droits.
5. Elle pourra être amenée à évoluer en fonction du contexte légal et réglementaire applicable.

2. Les principes applicables aux données personnelles

6. La Fondation s'attache au respect des principes suivants, dans le cadre de la collecte et l'exploitation des données personnelles.
 - événements, ses partenaires, ses fournisseurs et prestataires, la Fondation prend soin d'informer les personnes concernées, de chaque traitement qu'elle met en œuvre par des mentions d'information.

2.1 UNE UTILISATION LÉGITIME ET PROPORTIONNÉE DE VOS DONNÉES

7. Les données personnelles sont collectées, en permanence, par la Fondation pour des finalités déterminées, explicites et légitimes.

8. Les données personnelles collectées par la Fondation ne peuvent être utilisées ultérieurement, de manière incompatible avec les finalités initiales pour lesquelles elles ont été collectées.

9. Pour chaque traitement, la Fondation s'engage à ne collecter et traiter que des données strictement nécessaires à l'objectif poursuivi.

2.2 UNE COLLECTE LOYALE ET TRANSPARENTE

10. Dans un souci de loyauté et de transparence vis-à-vis des utilisateurs du site, de ses abonnés, ses clients de la boutique en ligne : <https://www.boutique.fondationpourlelogement.fr> (ci-après « Boutique en ligne »), ses donateurs, ses testateurs, ses prospects de donateurs, ses candidats et bénévoles potentiels, ses participants aux

11. Ces données sont collectées loyalement ; aucune collecte n'est effectuée à l'insu des personnes concernées et sans qu'elles en soient informées.

2.3 PERTINENCE ADÉQUATION ET MINIMISATION DES DONNÉES COLLECTÉES

12. Les données personnelles collectées sont strictement nécessaires à l'objectif poursuivi par la collecte. La Fondation s'attache à minimiser les données collectées et à les tenir exactes.

13. Les données personnelles collectées sont mises à jour régulièrement, et stockées par la Fondation dans ses bases de données sécurisées.

2.4 UNE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DÈS LA CONCEPTION ET PAR DÉFAUT

14. La Fondation a adopté des politiques et procédures internes et met en œuvre des mesures qui respectent les principes de protection des données

personnelles dès la conception, et de protection des données personnelles par défaut.

15. Ainsi, lors de l'élaboration, de la conception, de la sélection et de l'utilisation d'applications, de services et de produits qui reposent sur le traitement de données personnelles la Fondation prend en compte le droit à la protection des données personnelles ou

s'assure auprès de leurs éditeurs qu'elles répondent aux prescriptions légales et permettent d'assurer la protection des données qui y seront traitées.

16. À ce titre, par exemple la Fondation procède à des techniques de chiffrement des données personnelles, et au cryptage des sauvegardes dès que cela est possible ou nécessaire.

3. Le traitement de vos données

31 BASES LÉGALES ET FINALITÉS DES TRAITEMENTS

17. La Fondation met en œuvre différents traitements dont les bases légales et les finalités sont les suivantes :

- Finalités des traitements fondés sur l'exécution des mesures précontractuelles prises à votre demande et/ou l'exécution du contrat que vous avez souscrit :

° l'analyse et la gestion de votre proposition de dons, de cession de votre assurance-vie, de donations, de legs, de mécénats et partenariats d'entreprises, en ce incluant la présentation de nos actions et activités auxquelles nous pouvons vous proposer de participer ;

° l'analyse et la gestion de vos achats sur notre Boutique en ligne ou de cartes de vœux, en ce incluant la présentation de nos produits ;

° la gestion des opérations nécessaires au regard des contrats auxquels vous avez souscrit ;

° la gestion de notre relation avec vous, en ce incluant la gestion de toutes demandes liées au don (modification de vos coordonnées personnelles, date de prélèvement automatique ...), et toutes réponses aux demandes de contact que vous nous adressez ;

° l'accompagnement et l'orientation des personnes en situation de précarité sollicitant une aide individuelle, notamment par le biais des « appels de détresse », de notre plateforme « Allo prévention des expulsions », et de nos permanences juridiques, en ce incluant les réponses aux demandes de contact qui nous sont adressées ;

° la gestion et le suivi de nos activités ; en ce incluant le financement de nos partenaires en faveur de l'action contre le mal-logement notamment via nos programmes « SOS Taudis Travaux », « Toits d'abord », etc. ;

° la gestion du Journal trimestriel « Et les autres ? », qui vous informe de la situation du mal-logement en France, et des actions quotidiennes menées par la Fondation.

- Finalités des traitements fondés sur le respect de nos

obligations légales et réglementaires :

° la gestion de nos obligations fiscales et comptables, en ce incluant l'émission aux donateurs de reçus fiscaux portant sur les dons réalisés ;

° la gestion de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

° l'application des réglementations bancaires et financières en vertu desquelles nous devons notamment mettre en place des mesures de sécurité afin d'éviter les abus et les fraudes ;

° la gestion des réponses aux demandes officielles d'autorités publiques ou judiciaires habilitées à cet effet.

- Finalités des traitements fondés sur la poursuite de nos intérêts légitimes :

° la gestion des offres d'emploi, stages et offres de bénévolat actualisées selon les besoins du moment ;

° la gestion des appels aux dons auprès des donateurs actifs et non-actifs de nos partenaires ;

° la gestion des événements à destination du grand public (« REML », « PICS D'OR » etc.) et / ou des bénévoles (« ABBE ROAD » etc.), en ce incluant les étapes de l'inscription du participant à la réalisation de l'événement ;

° la gestion des cookies non soumis à consentement.

- Finalités des traitements fondés sur votre consentement :

° la gestion des newsletters, en ce incluant l'envoi à nos abonnés des informations concernant les actions de la Fondation ;

° la gestion des courriels d'information, en ce incluant l'envoi à nos donateurs d'appels aux dons ;

° la gestion des cookies soumis à consentement.

18. Les finalités poursuivies sur le fondement de nos intérêts légitimes, le sont dans le respect de vos droits et libertés.

19. Si la Fondation est amenée à traiter

vos données pour des finalités autres que celles listées dans le paragraphe ci-avant, nous vous en informerons, et procéderons à toutes démarches complémentaires éventuellement nécessaires.

32 DONNÉES QUE NOUS TRAITONS

20. La Fondation s'engage vis-à-vis des utilisateurs du site, de ses abonnés, ses clients de la Boutique en ligne, ses donateurs, ses testateurs, ses prospects de donateurs, ses candidats et bénévoles potentiels, ses participants aux événements, ses partenaires, ses fournisseurs et prestataires, à ne collecter et à ne traiter que les données nécessaires à ses activités portant notamment sur la réalisation de ses campagnes d'appels aux dons et de sensibilisation sur la situation et effets du mal-logement, de ses missions sociales et sur la fourniture de ses produits.

En conséquence, la Fondation collecte différentes données à caractère personnel vous concernant.

21. Certaines données traitées par la Fondation sont collectées de manière indirecte à partir des sources suivantes :

- Communication par nos partenaires proposant des services de paiement en ligne notamment PayPal, Google Pay et Apple Pay des données strictement nécessaires à l'établissement de votre don, en cas d'option de règlement via l'un des moyens de paiement précité, depuis notre site de gestion des dons en ligne : <https://www.don.fondationpourlelogement.fr>
- Communication par nos partenaires en faveur de l'action contre le mal-logement, des données des personnes dont l'état du logement et la situation sociale nécessitent une intervention des associations et pouvoirs publics ;
- Communication par nos partenaires, de la liste de leurs donateurs actifs et non-actifs, à des fins de sollicitation par la Fondation, de dons ;
- Communication par nos partenaires fournisseurs de bases de données médias et institutionnelles, des données de potentiels participants aux événements de la Fondation.

33 PERSONNES CONCERNÉES

22. Les personnes concernées par les traitements que réalise la Fondation sont :

- les prospects de donateurs qui contactent la Fondation afin d'obtenir des informations sur ses activités et les actions réalisées ;

- les abonnés aux newsletters et du Journal trimestriel de la Fondation « être humain » ;
- les donateurs de la Fondation ;
- les donateurs actifs et non-actifs des partenaires de la Fondation ;
- les testateurs de la Fondation ;
- les clients de la Boutique en ligne ;
- les partenaires, prestataires et fournisseurs de la Fondation ;
- les Amis et Parrains (ambassadeurs de la Fondation) ;
- toute personne en situation de « mal-logement » ;
- les candidats et bénévoles potentiels ;
- les participants aux événements de la Fondation.

34 DESTINATAIRES DES DONNÉES

23. Pour atteindre les finalités décrites ci-dessus et dans les limites nécessaires à la poursuite de ces finalités, les données collectées par la Fondation peuvent être transmises à tout ou partie des destinataires suivants :

- Les services internes de la Fondation habilités pour gérer notre relation avec vous (toutes les personnes en charge de la passation, de la gestion et de l'exécution des contrats ou de votre participation à nos événements notamment) ;
- Les personnes chargées du service des dons, et les services Communication, en charge du traitement des réclamations et la prospection, administratifs et informatique, ainsi que leurs responsables hiérarchiques ;
- Nos partenaires, prestataires et sous-traitants ;
- Les avocats, auxiliaires de justice et officiers ministériels, les autorités administratives ou judiciaires saisies d'un litige le cas échéant, dans le cadre du respect des obligations légales incombant à la Fondation ou pour permettre à la Fondation d'assurer la défense de ses droits et intérêts ;
- Les services chargés du contrôle tels que les commissaires aux comptes et les auditeurs ainsi que les services chargés du contrôle interne.

35 DURÉES DE CONSERVATION DES DONNÉES

24. Respectueuse du droit à l'oubli, la Fondation conserve les données à caractère personnel qu'elle collecte, uniquement pendant la durée nécessaire aux finalités du traitement et en accord avec la législation applicable.

25. Les données collectées par la Fondation seront, ainsi conservées pour la durée nécessaire à l'accomplissement des finalités décrites ci-dessus, augmentée du délai de la prescription légale.

26. Plus précisément, nous organisons notre politique de conservation des données de la manière suivante :

Finalités	Durée de conservation
L'analyse et la gestion de votre proposition de dons, de cession de votre assurance-vie, de donations, de legs, de mécénats et partenariats d'entreprises, en ce incluant la présentation de nos actions et activités auxquelles nous pouvons vous proposer de participer	Dons : 6 ans à compter de l'émission de votre reçu fiscal ; Assurances-vie : 10 ans à compter du terme du contrat ; Donations : Durée de la prescription légale en matière de cession immobilière ; Legs : 10 ans à compter de la clôture de la succession ; Partenariats entreprises : durée du partenariat prorogée de 5 ans à compter de la fin du partenariat.
L'analyse et la gestion de vos achats sur notre Boutique en ligne ou de cartes de vœux, en ce incluant la présentation de nos produits et l'évaluation des produits que nous pouvons vous proposer	3 ans à compter de la fin de la relation commerciale
La gestion des opérations nécessaires au regard des contrats auxquels vous avez souscrit	Durée du contrat prorogée de 5 ans à compter de son terme
La gestion de notre relation avec vous, en ce incluant la gestion de toutes demandes liées au don (modification de vos coordonnées personnelles, date de prélèvement automatiques ...), et toutes réponses aux demandes de contact que vous nous adressez	6 mois à compter du dernier contact
L'accompagnement et l'orientation des personnes en situation de précarité sollicitant une aide individuelle, notamment par le biais des « appels de détresse », de notre plateforme « Allo prévention des expulsions », et de nos permanences juridiques, en ce incluant les réponses aux demandes de contact qui nous sont adressées ;	5 ans à compter du traitement de la demande
La gestion et le suivi de nos activités ; en ce incluant le financement de nos partenaires en faveur de l'action contre le mal-logement, notamment via nos programmes « SOS Taudis Travaux », « Toits d'abord », etc.	5 ans à compter de l'acceptation par la Fondation de la demande de financement ; 6 mois à compter du refus par la Fondation de sa participation financière.
La gestion du Journal trimestriel « Et les autres ? »	Pour les donateurs : 3 ans à compter du dernier don ; Pour les abonnés : 1 an (durée initiale de l'abonnement), sauf reconduction annuelle
La gestion de nos obligations fiscales et comptables, en ce incluant l'émission aux donateurs de reçus fiscaux portant sur les dons réalisés	Durées des prescriptions légales et réglementaires en vigueur
La gestion de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Informations permettant de justifier de l'opération : 5 ans à compter de l'exécution de l'opération
L'application des réglementations bancaires et financières en vertu desquelles nous devons notamment mettre en place des mesures de sécurité afin d'éviter les abus et les fraudes	Durées des prescriptions légales et réglementaires en vigueur
La gestion des réponses aux demandes officielles d'autorités publiques ou judiciaires habilitées à cet effet	Conservation jusqu'à clôture de la procédure
La gestion des offres d'emploi, stages et offres de bénévolat actualisées selon les besoins du moment	Eléments de candidature ne présentant pas d'intérêt : conservés jusqu'à évaluation du candidat ; Eléments de candidature présentant un intérêt : conservés jusqu'à 2 ans après le dernier contact avec le candidat.
la gestion des appels aux dons auprès des donateurs actifs et non-actifs de nos partenaires	3 ans à compter du dernier contact avec le prospect

Finalités	Durée de conservation
La gestion des newsletters, en ce incluant l'envoi à nos abonnés des actions de la Fondation	Durée du consentement
La gestion des courriels d'information et d'appels aux dons adressés à nos donateurs	Durée du consentement
La gestion des événements à destination du grand public (« REML », « PICS D'OR » etc.) et / ou des bénévoles (« ABBE ROAD » etc.), en ce incluant les étapes de l'inscription du participant à la réalisation de l'événement	3 ans à compter de la réalisation de l'événement
La gestion des cookies	Voir Politique d'utilisation des cookies de notre site : https://www.fondationpourlelogement.fr/sites/default/files/2025-03/2025_03_13_Politique_cookies_site_institutionnel.pdf

36 SÉCURITÉ DE VOS DONNÉES

27. La Fondation accorde une importance particulière à la sécurité de vos données personnelles.

28. Elle a mis en place des mesures techniques et organisationnelles adaptées au degré de sensibilité des données personnelles, en vue d'assurer l'intégrité et à la confidentialité les données et de les protéger contre toute intrusion malveillante, toute perte, altération ou divulgation à des tiers non autorisés.

29. La Fondation effectue régulièrement des audits afin de vérifier la bonne application opérationnelle des règles relatives à la sécurité des données.

30. Ainsi, elle s'engage à prendre les mesures de sécurité physiques, techniques et organisationnelles nécessaires pour :

- protéger ses activités ;
 - préserver la sécurité des données personnelles de ses donateurs, prospects de donateurs, partenaires, fournisseurs, prestataires et internautes ;
- contre tout accès, modification, déformation, divulgation, destruction ou accès non autorisés des données personnelles qu'elle détient.

31. Néanmoins, la sécurité et la confidentialité de vos données personnelles reposent sur les bonnes pratiques de chacun, ainsi vous êtes invité(e) à rester vigilant(e) sur la question.

32. Conformément à ses engagements, la Fondation choisit ses sous-traitants et prestataires avec soin et leur impose :

- un niveau de protection des données personnelles équivalent aux siens ;

- une utilisation des données personnelles ou des informations uniquement pour assurer la gestion des services qu'ils doivent fournir ;

- un respect strict de la législation et de la réglementation applicable en matière de confidentialité et de données personnelles ;

- la mise en œuvre de toutes les mesures adéquates pour assurer la protection des données personnelles qu'ils peuvent être amenés à traiter ;

- la définition des mesures techniques, organisationnelles nécessaires pour assurer la sécurité.

33. La Fondation conclut avec ses sous-traitants, conformément aux obligations légales, des contrats définissant précisément les conditions et modalités de traitement des données personnelles.

37 TRANSFERT DE DONNÉES EN DEHORS DE L'UNION EUROPÉENNE

34. Dans le cadre du programme SOS Taudis Travaux, les données personnelles des personnes bénéficiaires de contribution financière attribuée par la Fondation à des fins de réfection de leur logement, sont hébergées dans un pays situé en dehors de l'Union Européenne.

Conformément à l'article 46 du RGPD, la Fondation et son sous-traitant ont mis en œuvre des garanties appropriées préalablement audit transfert de données des personnes concernées ; par le biais notamment de clauses contractuelles types encadrant la relation entre un responsable du traitement et son sous-traitant.

Les personnes concernées disposant des mêmes droits opposables et de voie de droit directives, que celles prévues à l'article 4 des présentes.

4. Vos droits et leurs modalités d'exercice

4.1 LE CONTENU DE VOS DROITS

35. Vous bénéficiez des droits suivants liés aux données vous concernant :

- droit à l'information ;
- droit d'accès ;
- droit de rectification ;
- droit d'effacement (sauf si elles sont nécessaires à l'exécution des services, ou qu'elles sont nécessaires à la Fondation pour respecter ses obligations légales ou constater ou exercer ses droits) ;
- droit de définir des directives relatives au sort de vos données après votre décès, et ce auprès d'un tiers de confiance, certifié et chargé de faire respecter votre volonté, conformément aux exigences du cadre juridique applicable.

36. Au titre du droit d'accès, la Fondation pourra vous demander le paiement de frais raisonnables basés sur les coûts administratifs pour toute copie supplémentaire des données à celle qui sera communiquée.

Vous disposez également :

- d'un droit d'obtenir la limitation d'un traitement ;
- d'un droit à la portabilité des données fournies ;
- d'un droit d'opposition.

4.2 LE DROIT D'OPPOSITION

37. Vous pouvez demander à exercer votre droit d'opposition à un traitement de données personnelles vous concernant pour des raisons tenant à votre situation particulière, lorsque le traitement est fondé sur l'intérêt légitime de la Fondation. Ce droit d'opposition s'applique également au profilage.

38. En cas d'exercice d'un tel droit d'opposition, la Fondation cessera le traitement sauf lorsqu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts, droits et libertés ou pour la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice.

39. Vous pouvez également vous opposer à tout traitement lié à la prospection, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer des raisons tenant à votre situation particulière.

4.3 L'EXERCICE DE VOS DROITS

40. La communication de directives spécifiques post-mortem et l'exercice de vos droits s'effectuent par courrier électronique à l'adresse protectiondesdonnees@fondationpourlelogement.fr ou par courrier postal au Responsable Protection des données, à l'adresse Fondation pour le logement des défavorisés – RGPD – 3 Rue de Romainville 75019 PARIS, précisant les informations permettant d'établir votre identité.

4.4 LE RETRAIT DU CONSENTEMENT

41. Vous pouvez également retirer votre consentement à tout moment, pour les cas où celui-ci vous aurait été demandé (le retrait de votre consentement sera sans incidence sur la licéité du traitement réalisé avant le retrait du consentement).

4.5 L'INTRODUCTION D'UNE RÉCLAMATION

42. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits sur vos données ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).